

Cahier des clauses administratives particulières

MARCHÉ PUBLIC EUROPÉEN : ACCORD CADRE À BONS DE COMMANDE

(arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et services)

(articles L214-1 à L214-4 et articles R2124-1 à R2124-6 du code de la commande publique)

| Objet de la consultation |
|--|
| <p>N° AOO 25-02 - Pose, fourniture et maintenance de matériel de suivi des niveaux d'eau :</p> <p>Lot 1 : Pose, fourniture et nivellement d'échelles limnimétriques et de support de sondes sur la zone humide du Marais poitevin (départements 17/79/85)</p> <p>Lot 2 : Maintenance des sondes et des échelles limnimétriques</p> <p>Lot 3 : Fourniture de sondes communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)</p> <p>Lot 4 : Fourniture de sondes non-communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)</p> <p>Lot 5 : Fourniture de sondes de matériel de mesure de qualité des eaux de surface (conductivité, température, pH, turbidité, oxygène dissous, nitrates)</p> <p>Lot 6 : Fourniture d'une sonde manuelle de mesure des niveaux d'eau</p> <p>Lot 7 : Fourniture de matériel de jaugeage (mesure des vitesses d'écoulement) en canal et/ou en rivière</p> |
| Pouvoir adjudicateur |
| EPMP - Établissement public du Marais poitevin |
| Remise des offres |
| Date limite de réception des offres : 20/10/2025 |

À

À

Le

Le

Le directeur,

Le titulaire

Table des matières

| | | |
|--------------|--|----|
| Chapitre 1 - | Objet du marché – Dispositions générales | 4 |
| Article 1 - | Objet de la consultation..... | 4 |
| Article 2 - | Intervenants..... | 4 |
| | Maître d'ouvrage / pouvoir adjudicateur | 4 |
| | Titulaire..... | 5 |
| Article 3 - | Type de marché | 5 |
| | Procédure retenue | 5 |
| | Forme et durée de l'accord-cadre | 5 |
| | Conditions d'attribution des bons de commande..... | 6 |
| | Reconduction du marché | 6 |
| | Cession du marché..... | 7 |
| Article 4 - | Réalisation de prestations similaires..... | 7 |
| Article 5 - | Clauses techniques..... | 7 |
| Article 6 - | Pièces constitutives du marché | 7 |
| | Pièces contractuelles..... | 7 |
| Chapitre 2 - | Prix – Actualisation des prix – Règlement des comptes | 8 |
| Article 7 - | Prix du marché..... | 8 |
| | Forme des prix..... | 8 |
| | Actualisation des prix | 8 |
| | Application de la taxe sur la valeur ajoutée..... | 9 |
| Article 8 - | Modalités de règlement des comptes..... | 9 |
| | Répartition des paiements | 9 |
| | Règlement des fournitures et des prestations du marché..... | 9 |
| | Présentation des demandes de paiement..... | 9 |
| | Mode et délai de paiement | 10 |
| | Intérêts moratoires | 11 |
| Article 9 - | Désignation et conditions de paiement des sous-traitants | 11 |
| | Désignation de sous-traitants | 11 |
| | L'acte spécial..... | 11 |
| | Modalités de paiement direct..... | 11 |
| | Mandatement du solde..... | 12 |
| Article 10 - | Dépassement de la masse financière des prestations prévues au marché | 12 |
| Chapitre 3 - | Assurances – Pénalité – Réception..... | 13 |
| Article 11 - | Assurances..... | 13 |

| | |
|---|----|
| Article 12 - Pénalités..... | 13 |
| Article 13 - Délai de vérification..... | 13 |
| Article 14 - Règlement des litiges et contentieux | 13 |
| Article 15 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger..... | 13 |
| Article 16 - Cautions et garanties exigées..... | 14 |
| Chapitre 4 - Dérogation au CCAG – FCS..... | 15 |

Chapitre 1 - Objet du marché – Dispositions générales

Article 1 - Objet de la consultation

Le présent marché public de fourniture concerne :

- **Lot 1 : Pose, fourniture et nivellement d'échelles limnimétriques et de support de sondes sur la zone humide du Marais poitevin (départements 17/79/85)**
- **Lot 2 : Maintenance des sondes et des échelles limnimétriques**
- **Lot 3 : Fourniture de sondes communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)**
- **Lot 4 : Fourniture de sondes non-communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)**
- **Lot 5 : Fourniture de sondes de matériel de mesure de qualité des eaux de surface (conductivité, température, pH, turbidité, oxygène dissous, nitrates)**
- **Lot 6 : Fourniture d'une sonde manuelle de mesure des niveaux d'eau**
- **Lot 7 : Fourniture de matériel de jaugeage (mesure des vitesses d'écoulement) en canal et/ou en rivière**

La description des prestations du marché et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et les dispositions administratives associées sont détaillées dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Il s'agit d'un accord-cadre qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations attendues et est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande par le pouvoir adjudicateur.

À titre indicatif, les prestations devraient démarrer en juillet 2025 pour une durée maximale de 4 ans.

Les prestations sont à réaliser pour le compte de **l'Établissement public du Marais poitevin (EPMP)**, établissement public de l'État à caractère administratif placé sous tutelle du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche, sis 1 rue Richelieu à Luçon (85400).

Ce CCAP a pour but de fixer les dispositions administratives du présent marché en complément du cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Les prestations sont à réaliser pour le compte de l'Établissement public du Marais poitevin (EPMP).

Article 2 - Intervenants

Maître d'ouvrage / pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Établissement public du Marais poitevin (EPMP).

Il sera désigné dans la suite du présent document par l'expression « l'EPMP ».

Ses coordonnées sont :

Établissement public du Marais poitevin
1 rue Richelieu - 85400 Luçon
Tél. : 02.51.56.56.20 - Courriel : contact@epmp-marais-poitevin.fr

Dans le cadre de cette opération, l'EPMP pourra être assisté, s'il le souhaite, ponctuellement ou pour toute la durée du marché, de toute personne ou entreprise de son choix, sans que le bénéficiaire du présent marché ne puisse y faire opposition, ni se soustraire aux obligations qui lui sont faites au titre de son marché.

Titulaire

Le candidat qui sera retenu par l'EPMP pour chaque lot dans le cadre du marché faisant l'objet de la présente consultation, est désigné dans le présent cahier des charges par l'expression le « titulaire ».

Le titulaire devra faire élection de domicile au siège de sa société. Le cas échéant, toute notification ou signification à lui adresser sera valable lorsqu'elle sera faite au siège de l'EPMP, avec copie adressée sous pli recommandé au siège du titulaire.

Article 3 - Type de marché

Procédure retenue

Il s'agit d'un marché passé selon une procédure adaptée d'appel d'offres ouvert, en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, l'accord-cadre est alloti.

Le marché est subdivisé en deux lots :

- **Lot 1 : Pose, fourniture et nivellement d'échelles limnimétriques et de support de sondes sur la zone humide du Marais poitevin (départements 17/79/85)**
- **Lot 2 : Maintenance des sondes et des échelles limnimétriques**
- **Lot 3 : Fourniture de sondes communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)**
- **Lot 4 : Fourniture de sondes non-communicantes de mesure des niveaux d'eau de surface (rivières et canaux)**
- **Lot 5 : Fourniture de sondes de matériel de mesure de qualité des eaux de surface (conductivité, température, pH, turbidité, oxygène dissous, nitrates)**
- **Lot 6 : Fourniture d'une sonde manuelle de mesure des niveaux d'eau**
- **Lot 7 : Fourniture de matériel de jaugeage (mesure des vitesses d'écoulement) en canal et/ou en rivière**

Le détail des prestations figure dans les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP).

Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot, et donne lieu à la passation de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées.

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un an à compter de la date de sa notification renouvelable 3 fois soit une durée maximale de 4 ans. Le renouvellement du marché a lieu par lot.

Montants minimums et maximums

Lot 1 : L'accord-cadre sans minimum et maximum de 50 000 € HT ; par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 2 : L'accord-cadre sans minimum et avec maximum de 40 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 3 : L'accord-cadre avec minimum de 10 000 € HT et maximum de 70 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 4 : L'accord-cadre sans minimum et avec maximum de 20 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 5 : L'accord-cadre sans minimum et avec maximum de 50 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 6 : L'accord-cadre sans minimum et avec maximum de 1 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Lot 7 : L'accord-cadre sans minimum et avec maximum de 10 000 € HT par an est passé en application des articles L.2125-1-1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais d'exécution (dates de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des travaux ;
- la nature et la description des travaux à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Reconduction du marché

Le marché est reconductible 3 fois pour une durée totale maximale de 4 ans. La reconduction du marché est tacite.

Cession du marché

Le présent marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle par le titulaire qu'après autorisation par l'Établissement public du Marais poitevin.

Article 4 - Réalisation de prestations similaires

L'EPMP se réserve la possibilité de passer, suivant la procédure négociée avec le titulaire du marché, des marchés de prestations similaires.

Article 5 - Clauses techniques

Les dispositions techniques sont précisées dans les cahiers des charges techniques et particulières (CCTP) établis pour chaque lot.

Article 6 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante

- l'acte d'engagement (ATTRI1), et ses annexes éventuelles
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) pour chaque lot
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs documents annexés dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le mémoire technique et descriptif, joint à l'offre du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date d'établissement des offres.

Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Il est rappelé que, par le seul fait de soumissionner, le candidat reconnaît avoir procédé à un examen complet et détaillé des documents composant l'appel d'offres et s'être pleinement rendu compte des conditions de réalisation du marché. Ceci implique également l'engagement de se conformer à toutes les conditions des documents constituant le présent marché, sans qu'il puisse élever à leur égard la moindre réclamation ni prétendre à une quelconque indemnité.

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de lancement du marché.

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Cependant, le titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

Chapitre 2 - Prix – Actualisation des prix – Règlement des comptes

Article 7 - Prix du marché

Forme des prix

Le prix du présent marché est ferme et actualisable. Les prix comprennent tous frais nécessaires à l'exécution de la prestation y compris les frais de déplacements, d'hébergement, de matériel d'installation, etc.

L'unité monétaire est l'euro (€).

Actualisation des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres par le titulaire. Ce mois est appelé mois zéro.

Les prix seront actualisés s'il s'écoule plus de trois mois entre le mois d'établissement du prix initial et le mois de commencement d'exécution des prestations, par application d'un coefficient C_n arrondi au millième supérieur donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0.$$

avec :

- C_n le coefficient de révision, à appliquer aux prix de la tranche ferme ;
- I_0 la valeur de l'index de référence au mois zéro de l'année de signature du marché ;
- I_{d-3} la valeur de l'index de référence trois mois avant le mois de démarrage de la prestation ;
- d le mois de la date de démarrage de la prestation (mois de notification du marché).

L'index de référence I , publié sur le site du ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche ou au Moniteur des travaux publics, est l'index SYN Honoraires Syntec (sociétés assujetties à la TVA).

Les prix sont **révisés annuellement**, à chaque date anniversaire du marché, par application aux prix du marché d'un coefficient C_n arrondi au millième supérieur donné par la formule suivante :

$$C_n = 15 \% + 85 \% (I_n/I_0).$$

avec :

- C_n le coefficient de révision, à appliquer chaque année écoulée aux prix du marché ;
- I_0 la valeur de l'index de référence au mois de l'année de signature du marché ;
- I_n la valeur de l'index de référence au mois n .

L'index de référence I , calculé par la fédération Syntec et publié au journal « *Le Moniteur* » entre autres, est l'index **SYN** Honoraires Syntec (sociétés assujetties à la TVA).

Les prix ainsi révisés s'appliquent alors pendant toute l'année qui suit le mois anniversaire (inclus) de la signature du marché, et ce jusqu'au prochain mois anniversaire (exclus) et à la nouvelle révision des prix du marché.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

La révision ne s'applique pas aux avances, primes, pénalités et indemnités.

Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes intermédiaires et de l'acompte pour solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants seront éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

Type de prix

Pour l'ensemble des lots, les prix contractuels sont ceux affichés au bordereau des prix. En complément, pour les lots 3 à 7, les candidats pourront présenter des prix catalogue.

Article 8 - Modalités de règlement des comptes

Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, à ses co-traitants éventuels et à leurs sous-traitants.

Règlement des fournitures et des prestations du marché

Les prestations ayant donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes, dont le montant ne peut cependant excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte (Cf. art. R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique).

Ainsi, des acomptes en cours de marché pourront être réglés au titulaire sur présentation de situations provisoires suite à l'émission de chaque bon de commande.

Présentation des demandes de paiement

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019, la facturation dématérialisée est obligatoire pour tous les émetteurs de factures à destination des établissements publics de l'État.

Toutes les factures devront être déposées sur le portail Chorus pro ; plus d'informations avec ce lien :

<https://economie.gouv.fr/entreprises/marches-publics-facture-electronique>

Conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, la facturation dématérialisée est obligatoire pour tous les émetteurs de factures à destination des établissements publics de l'État.

Toutes les factures devront être déposées sur le portail Chorus pro (informations : <https://www.economie.gouv.fr/entreprises/marches-publics-facture-electronique>).

Les factures devront porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence du marché
- Le numéro de l'engagement juridique inscrit sur le bon de commande (= n° du bon de commande)

- **Adresse de facturation (à reporter sur les factures) :**

Établissement public du Marais poitevin - Office français de la biodiversité
Service facturier des établissements rattachés
Immeuble Tabella
125 impasse Adam Smith
34470 PEROLS

Éléments nécessaires pour le dépôt sur Chorus :

Siret EPMP : 130 015 001 000 22
Service : EPMP

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de Siren ou de Siret ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la nature et la date d'exécution des prestations réalisées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque ces précisions sont prévues au marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC sauf si paiement direct au sous-traitant ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Mode et délai de paiement

Le paiement s'effectuera sur les crédits ouverts au budget par virement bancaire suivant les règles de la comptabilité publique et celles prévues par le code de la commande publique.

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à **30 jours**, conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai court à compter de la date de dépôt de la facture sur le portail Chorus. En cas de litige, il appartient au titulaire d'administrer la preuve de la date de demande de paiement. Le délai expire à la date à laquelle le comptable a procédé au règlement par virement.

Si les prestations facturées ne peuvent être vérifiées du fait du titulaire, si elles ne donnent pas satisfaction ou si elles n'ont pas été réalisées, elles seront déduites du décompte correspondant avant mise en paiement. Une copie des modifications réalisées sera alors adressée au titulaire du marché.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'**agent comptable de l'Établissement public du Marais poitevin**.

Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au profit du titulaire et des sous-traitants payés directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 9 - Désignation et conditions de paiement des sous-traitants

Désignation de sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché (voir articles L.2193-1 à L.2193-14, R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique), à condition d'avoir obtenu de l'EPMP l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'EPMP pourra prononcer la résiliation du marché si une sous-traitance est passée sans autorisation.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par l'EPMP et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Enfin, il est rappelé qu'en cas de sous-traitance, le titulaire reste personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

L'acte spécial

Conformément à l'article L.2193-5 du code de la commande publique, l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Modalités de paiement direct

Le sous-traitant ou le titulaire joint au paiement une attestation indiquant la somme à régler par l'EPMP à chaque sous-traitant concerné par le paiement direct. Les demandes de paiement se font sur le portail public de facturation Chorus (Cf. présentation des demandes de paiement).

L'acceptation de la somme à payer à chacun des sous-traitants fait l'objet d'une attestation jointe, signée par le titulaire unique ou le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par l'EPMP au sous-traitant concerné. Si la société qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R.2193-11 pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Si le titulaire du marché n'a donné aucune suite à cette demande et n'a pas apporté la preuve d'un refus motivé à son sous-traitant, le délai global de paiement du sous-traitant court à partir de la réception par l'EPMP de la demande de paiement telle que transmise par le sous-traitant lui-même.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par l'EPMP est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire. Le délai court à compter de la réception par l'EPMP de la demande de paiement du sous-traitant transmise par le titulaire du marché.

Mandatement du solde

Lors de l'établissement du projet de décompte définitif, si le montant qu'il reste à payer à un sous-traitant est en deçà du montant figurant dans son acte spécial, l'entreprise titulaire du marché devra obligatoirement fournir un quitus signé de l'entreprise sous-traitante pour solde de tout compte, ou faire signer le décompte par le sous-traitant.

À défaut de quitus signé du sous-traitant ou de visa sur le projet de décompte définitif, l'EPMP établira le décompte sur la base entre autres des montants des actes spéciaux autorisés en paiement direct. Le mandatement des soldes sera effectué selon ces termes.

Article 10 - Dépassement de la masse financière des prestations prévues au marché

Le titulaire ne devra entreprendre aucune prestation non prévue au marché, sans en avoir reçu l'ordre écrit de l'EPMP.

Il ne devra jamais perdre de vue qu'il n'est redevable qu'auprès de l'EPMP qui est la seule personne habilitée à lui donner des ordres. Il ne devra donc jamais céder aux pressions d'autres personnes qui pourraient souhaiter des prestations particulières supplémentaires.

Si des prestations non prévues sont réalisées sans ordre de service écrit, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

La poursuite de l'exécution des prestations est uniquement subordonnée à la conclusion préalable d'un avenant entre les deux parties.

Article 11 - Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses co-traitants éventuels doivent justifier, sous peine de résiliation du marché à leurs frais et risques, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue des garanties, qu'ils ont contracté :

- une police d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil garantissant les tiers et la collectivité en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- une police d'assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du code civil.

Ainsi, le titulaire devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Aucun règlement ne peut avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le titulaire a réglé les primes d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci avant, ainsi que les frais de contrôle qui lui incombent le cas échéant. L'EPMP se réserve le droit de payer directement les primes à la compagnie d'assurance et d'en imputer le montant sur les sommes dues au titulaire.

Article 12 - Pénalités

En cas de retard dans l'exécution des travaux, l'EPMP se réserve la possibilité d'appliquer des pénalités à raison de 100 € par jour calendaire de retard sur le montant de chaque phase, sauf si ce retard est indépendant de la volonté du prestataire, car lié à un décalage dont la responsabilité incombe à l'EPMP.

Article 13 - Délai de vérification

En complément des dispositions arrêtées dans le chapitre 5 du CCAG-FCS, l'EPMP, dans un délai de 2 mois à compter de la date de remise par le titulaire des prestations, procédera aux vérifications et notifiera au titulaire du marché sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction, ou de rejet des livrables.

Article 14 - Règlement des litiges et contentieux

En cas de difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent contrat, les deux parties conviennent de se rapprocher afin de trouver une solution amiable dans les meilleurs délais.

À défaut d'un accord amiable, la partie la plus diligente saisira le tribunal administratif de Nantes.

Article 15 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable (sauf disposition de droit international contraire).

La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Les documents, factures, modes d'emploi rédigés dans une autre langue devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Article 16 - Cautions et garanties exigées

Le marché ne fera l'objet d'aucune retenue de garantie ou caution particulière.

Chapitre 4 - Dérogation au CCAG – FCS

Les dérogations au CCAG-FCS, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont notamment apportées aux articles suivants :

- l'article 6 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG-FCS ;
- l'article 7 du CCAP déroge à l'article 10 du CCAG-FCS ;
- l'article 8 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG-FCS ;
- l'article 12 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS ;

Les autres clauses du CCAG sont applicables.